

Burundi : L'opposition dénonce la contradiction dans le chef du Président

@rib News, 08/09/2010ADC-IKIBIRI Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi Mot liminaire de la conférence de presse tenue par la coalition ADC-IKIBIRI en date du jeudi 02 septembre 2010 à Bujumbura Thème central : La grave contradiction entre le discours du Président de la République lors son Investiture et les événements sociopolitiques en cours au Burundi. Mesdames Messieurs les journalistes, Mesdames Messieurs, Au terme d'un processus électoral biaisé, marqué par de fraudes massives et un manque de transparence, le Président de la République a, lors de son investiture, prononcé un discours d'orientations sociopolitiques, et a, dans la suite, rendu publique son équipe gouvernementale.

Au moment où le peuple burundais et la Communauté Internationale s'attendaient à un Gouvernement qui répondrait à un discours du Président de la République en matière de paix et de sécurité pour tous, de bonne gouvernance démocratique et économique, d'ouverture et de tolérance politiques, la surprise a été totale de constater la reconduction de la presque totalité des membres du Gouvernement sortant. C'est suite à cette grave contradiction entre le discours du Président de la République et la mise en place d'un tel Gouvernement que la Coalition ADC-IKIBIRI a décidé d'organiser la présente conférence de presse pour alerter l'opinion nationale et internationale sur les risques de rapage de ce Gouvernement. Mesdames Messieurs les journalistes, Mesdames Messieurs, En complant au serment sacré qui oblige le Président de la République à rester fidèle à la charte de l'Unité nationale, à consacrer toutes ses forces à la défense des intérêts supérieurs de la nation, à la sécurité nationale, à la cohésion du peuple burundais, la paix et la justice sociale, à combattre toute idéologie et pratiques de génocide et d'exclusion, à promouvoir et à défendre les droits et libertés individuels et collectifs des citoyens, et à sauvegarder l'intégrité et l'indépendance de la République du Burundi, le Président de la République, et s'exprimant sur certains points vitaux de la vie nationale, a proclamé solennellement notamment : « Nous sommes investis par le Président de la République du Burundi et de tous les burundais, et les bonnes décisions que nous prendrons seront dans l'intérêt de tous les burundais sans discrimination aucune ». « Notre priorité sera la consolidation de la paix, de la sécurité et de la conciliation afin que chacun sente mieux qu'il est satisfait et content de vivre dans ce pays le Burundi ». « Nous veillerons à la protection des droits de l'homme en promouvant une justice juste et équitable et en bannissant toute tendance à l'impunité ». « Nous proclamons à nouveau la tolérance zéro envers tous les coupables de corruption et de malversations économiques, et d'autres infractions connexes. Que cela ne soit pas compris comme un simple slogan, des mesures seront prises ». Mesdames Messieurs les journalistes, Mesdames Messieurs, Ce serment fait et ces déclarations qui devraient être porteurs d'espoir se heurtent cependant aux contradictions qui apparaissent au grand jour dans les faits actuels, notamment : 1. À À À À À Le Président de la République ne semble engager aucune démarche de dialogue envers l'opposition politique constituée par la Coalition ADC-IKIBIRI. Au contraire, ses services de sécurité continuent à harceler l'opposition. 2. À À À À À Il n'est plus un secret pour personne que bon nombre de l'opposition sont obligés de fuir le pays, et que nombreux militants de l'opposition continuent à être harcelés et emprisonnés. 3. À À À À À A titre d'exemple au lendemain de ce discours apaisant du Président de la République, le Président du FNL, Monsieur BAGAYA Alfred s'est vu retirer ses agents de sécurité, l'exposant ainsi à de menaces sécuritaires sérieuses. À À À À À Ces faits montrent suffisamment que les déclarations de conciliation et de sécurité pour tous sans discrimination aucune, les mesures qui devraient être prises dans l'intérêt de tous, sont encore loin d'être réalisées, et parfois même opposées à la réalité actuelle. 4. À À À À À La législature passée a été caractérisée par un nombre de dossiers de corruption, des malversations économiques et d'autres infractions connexes. Il s'agit entre autres de dossiers de la vente frauduleuse et illicite de l'avion présidentiel Falcon 50, de l'affaire du pétrole nigérian, du dossier intepetrol et bien d'autres. À À À À À Et comment se fait-il que la même équipe gouvernementale qui gère tous ces dossiers soit reconduite intégralement et espérer que cette fois la lumière va être faite sur ces dossiers et leur assurer une tolérance zéro? Cela semble tout à fait difficile si pas impossible à réaliser. 5. À À À À À Sur presque la quasi-totalité du territoire, l'insécurité s'installe et se généralise ; beaucoup de citoyens continuent à être assassinés sans que le Président ne s'exprime à l'endroit des criminels de tout acabit qui circulent dans le pays. Cette grave situation est si préoccupante que le Ministère de la Défense Nationale et des anciens combattants sortant a annoncé officiellement sur la voie des ondes qu'il faut prendre des serpentes et des massues pour faire face à une criminalité grandissante dans le pays. 6. À À À À À Le domaine des droits de l'homme, des droits et libertés individuelles et publiques, a été particulièrement mis en difficulté lors de la dernière législature. Beaucoup de dossiers d'assassinats et de violation grave des droits de l'homme dont le plus connu est l'assassinat de Manirumva Ernest qui était Vice-Président de l'OLUCOME continuent à être maintenus dans l'impunité afin que les vrais coupables ne soient jamais attrapés par la justice. Des journalistes continuent à être emprisonnés injustement, notamment Mr Jean Claude Kavumbagu. À À À À À Quant est-ce que la tolérance zéro prônée par le Président de la République va enfin mettre un terme à ces graves faits? Compte tenu de tout cela, la Coalition ADC-IKIBIRI estime qu'au-delà du bon discours qui est directement mis en contradiction face à la réalité des faits décevants, il est urgent que le Président de la République : 1) À À À À À Mette en place toutes les dispositions politiques et sécuritaires nécessaires afin que tous les Leaders de l'opposition politique ayant fui le pays puissent revenir immédiatement dans le pays. Il aura ainsi répondu à sa pertinente priorité de « consolidation de la paix, de sécurité et de conciliation afin que chacun sente mieux qu'il est satisfait et content de vivre dans ce pays le Burundi ». 2) À À À À À Instaure immédiatement un cadre de dialogue entre lui-même et la Coalition ADC-IKIBIRI en vue de donner un sens à l'objectif qu'il s'est fixé de consolidation de la Paix au Burundi, ainsi que le renforcement des acquis d'une vraie démocratie. 3) À À À À À Libère tous les prisonniers politiques, notamment tous ceux membres de la Coalition ADC-IKIBIRI, et fasse respecter les droits et libertés publiques, notamment en annulant toutes les mesures injustes qui ont été prises par l'Ancien et actuel Ministre de l'Intérieur contre le Parti FNL. 4) À À À À À Exige au pouvoir judiciaire dont il est le magistrat suprême de donner immédiatement la lumière sur les dossiers de la vente frauduleuse et illicite de l'avion présidentiel Falcon 50, de l'affaire du pétrole nigérian, du dossier intepetrol et bien d'autres, en vue de donner un sens à la tolérance zéro proclamée en

corruption et les malversations. Je vous remercie. ADC-**IKIBIRI** : ADR-**IMVUGAKURI**, CDP, CNDD, FEDS-**SANGIRA**, FNL, MSD, PARENA, PIT, PPDRRABAVANDIMWE, RADEBU, SAHWANYA-FRODEBU, UPD-ZIGAMIBANGA Adresse : ROHERO II, Avenue KUNKIKO n°46 ngevador@yahoo.fr Contacts : 257 22273369 / 79855807